

Faire des Européens

Comment le Brexit peut sauver l'UE



Tables des matières

Sommaire : Maintenant, nous devons faire des Européens

Première partie. Le modèle d'État-nation de l'Europe : identité + congruence

- 1.1 Les États-nations européens monolingues
 - 1.1.1 La congruence « l'État d'abord » : la France révolutionnaire
 - 1.1.2 La congruence « la nation d'abord » : l'Allemagne autocratique
- 1.2 Des exceptions non exceptionnelles : la Suisse et le Luxembourg
 - 1.2.1 La Suisse : monolingue malgré les apparences
 - 1.2.2 Le Luxembourg : la congruence avec des ensembles égaux
- 1.3 Sans congruence, la gouvernance souffre
 - 1.3.1 La Belgique : une congruence incomplète
 - 1.3.2 Le multilinguisme *de jure* dans l'UE

Deuxième partie. Le bilinguisme identitaire : identités complémentaires + congruence

- 2.1 Les fonctions de communication et d'identité
 - 2.1.1 La fonction de communication : les langues ponts
 - 2.1.2 La fonction identitaire : les communautés de communication
 - 2.1.3 Une langue unique, des identités multiples : les langues internationales
- 2.2 Le bilinguisme identitaire : ce n'est pas nouveau
- 2.3 Le bilinguisme identitaire et l'UE
 - 2.3.1 Légitimité affective : Faire des Européens
 - 2.3.2 La légitimité du résultat et la crise de l'euro
 - 2.3.3 La légitimité des valeurs et le problème de l'exécution
 - 2.3.4 La légitimité des processus et le déficit démocratique
 - 2.3.5 Dix raisons d'adopter le bilinguisme identitaire

Troisième partie. Mise en œuvre : À quoi ressemblera le bilinguisme identitaire européen ?

- 3.1 Le minimum nécessaire : pas dur, pas cher
- 3.2 Financement de la formation des enseignants et de l'étude de l'anglais
- 3.3 Chaque résultat possible est positif

« Nous avons créé l'Italie. À présent, nous devons créer les Italiens. » (« L'Italia è fatta. Restano da fare gli italiani. »)

Massimo Taparelli, marquis d'Azeglio
I Miei Ricordi (mémoires d'Azeglio) (1867)

Sommaire : Maintenant, nous devons faire des Européens

À la naissance de l'Italie, le patriote Massimo Taparelli a compris le besoin d'un demos italien et de la légitimité affective que nous appelons « patriotisme ». Aujourd'hui, ses mots résonnent dans un contexte plus large : « Nous avons fait l'Europe. Maintenant, nous devons faire des Européens ».

Comment peut-on faire des Européens ? Une réponse est évidente, mais n'a pas encore été sérieusement envisagée - en dépit du fait que 69 % des Européens le souhaitent. Les Français parlent français. Les Allemands parlent allemand. Les Espagnols parlent espagnol. Les Européens ont un drapeau et un hymne, mais il n'y a pas de langue européenne.

Cet essai explique comment une politique linguistique de bilinguisme identitaire peut créer une communauté européenne de communication tout en préservant la diversité linguistique. Le bilinguisme identitaire combine deux langues identitaires ; l'une est déterminée par chaque individu et sera en général sa langue maternelle. Cet essai propose, *sans que cela soit essentiel*, que le second choix soit l'anglais. Avant le Brexit, le choix de l'anglais aurait déstabilisé l'équilibre européen des pouvoirs et des intérêts. Avec le vote en faveur du Brexit, le recours à l'anglais ne privilégiera plus un membre important de l'UE et, par conséquent, peut être utilisé dans la création d'une communauté européenne de communication.

Cet essai est divisé en trois parties. La première partie se penche sur l'histoire de la gouvernance européenne, en particulier sur la montée de l'État-nation européen. Elle montre que l'identité basée sur la langue et la congruence d'une communauté de communication avec les institutions de gouvernance est la caractéristique fondamentale du modèle européen de gouvernance.

La deuxième partie présente la dichotomie entre la fonction de communication d'une langue et sa fonction identitaire. Une deuxième section montre comment le modèle de l'État-nation (identité linguistique + congruence) peut être sensiblement reproduit dans la gouvernance multinationale grâce à une politique de bilinguisme identitaire (complémentaire des identités linguistiques + congruence). La dernière section montre comment les quatre types de légitimité peuvent être mieux réalisés dans la gouvernance de l'UE, et conclut par une section intitulée : « Dix raisons d'adopter le bilinguisme identitaire ».

La démocratie est inextricablement liée à la langue et on peut se demander comment la gérer sans communauté de communication. Obtenir une démocratie plurilingue et significative est un défi qui n'a pas encore été relevé. Il s'agit peut-être du plus grand obstacle pour surmonter le déficit démocratique de l'UE.

Susan Wright, *Communauté et communication : Le rôle de la langue dans la construction de l'État-nation et dans l'intégration européenne* (2000)

La création d'une communauté européenne de communication et l'établissement de sa congruence avec les institutions de gouvernance de l'UE auront au moins les dix conséquences positives suivantes :¹

1. Le bilinguisme identitaire est ce que veulent les Européens. Plus des deux tiers des citoyens de l'UE (69 %) veulent que les Européens aient une langue commune. (Eurobaromètre 386)

2. Le bilinguisme identitaire augmentera la légitimité démocratique. Les nationalistes utilisent la disparité relative de la légitimité démocratique pour attaquer l'UE sur la base de son « déficit démocratique ». Le bilinguisme identitaire permet de combler l'écart.

3. Le bilinguisme identitaire augmentera les échanges entre les États membres. Les échanges entre les États membres de l'UE représentent 20 % du PIB. Aux États-Unis d'Amérique (É.-U.), la majeure partie du PIB national provient des échanges entre les États. Une grande partie de la différence est due à l'unité linguistique des États-Unis.

4. Le bilinguisme identitaire favorisera la croissance dans le secteur des services de l'économie de l'UE. Les services représentent 70 % de l'économie de l'UE. Le commerce transfrontalier des services est principalement entravé par des barrières linguistiques. Plus important encore, le commerce mondial des services est de plus en plus important et est principalement réalisé en anglais. L'UE peut revendiquer une plus grande part.

5. Le bilinguisme identitaire augmentera l'emploi parmi la jeunesse européenne. Le taux de chômage chez les jeunes est presque le double du taux global dans plusieurs États membres. Le bilinguisme identitaire offrira des possibilités d'emploi particulièrement appropriées et attrayantes pour les jeunes travailleurs dans toute l'Europe et dans le monde entier.

6. Le bilinguisme identitaire augmentera la solidarité. Les Européens peuvent-ils faire front commun contre les menaces extérieures ou seront-ils amenés à se dresser les uns contre les autres ? Le bilinguisme identitaire augmentera la solidarité européenne et la légitimité affective de l'UE.

¹ En tant que citoyen de la République d'Irlande, je peux proposer une 11^e raison. Mon pays sera touché plus négativement par le Brexit que tout autre membre de l'UE. Si l'anglais est utilisé dans une politique de bilinguisme identitaire, les effets négatifs du Brexit sur l'Irlande seront partiellement compensés, au moins temporairement.

« Je sais qu'il n'existe aucun besoin plus important pour les hommes vivant en communauté que d'être gouvernés, autogouvernés si possible, bien gouvernés s'ils ont de la chance, mais gouvernés dans tous les cas. »

Walter Lippmann
New York Herald Tribune, 10 décembre 1963

7. Le bilinguisme identitaire réduira la dépendance envers les États-Unis d'Amérique. Les États-Unis sont en train de devenir un allié moins fiable pour l'Europe. Le bilinguisme identitaire permettra à l'UE d'être plus autonome.

8. Le bilinguisme identitaire facilitera le traitement des problèmes mondiaux. L'UE représente un effort de 28 pays pour agir de concert. La gouvernance régionale, au lieu de 200 États-nations, permettra de répondre plus facilement aux problèmes mondiaux.

9. Le bilinguisme identitaire permettra de préserver la diversité et augmentera l'accès à la diversité. Une politique de bilinguisme abritera même les plus petites communautés linguistiques européennes, tout en offrant les avantages de l'appartenance à une communauté linguistique paneuropéenne.

10. Le bilinguisme identitaire contribuera à faire de l'Europe un leader mondial. Pour être un leader mondial, l'UE doit réussir. Le bilinguisme identitaire permettra de répondre aux défis de façon plus ferme. Une UE prospère sera le nouveau modèle global de la gouvernance régionale.

La troisième partie de cet essai se penche sur la mise en œuvre du bilinguisme identitaire, en commençant par ses exigences initiales très modestes. Elle se termine par l'observation selon laquelle l'adoption d'une politique de bilinguisme identitaire est une proposition gagnante pour l'UE, car à tous les niveaux de financement, les dépenses sont soumises au processus budgétaire normal et les avantages seront supérieurs aux coûts.

« Les États européens puissants ayant émergé au XIXe siècle ont été construits autour d'un principe national mettant la langue et l'ethnie au cœur de l'identité nationale. »

Francis Fukuyama, *Political Order and Political Decay* (2014)

Première partie

Le modèle d'État-nation de l'Europe : identité + congruence

Cette partie examine la montée des États-nations européens et la manière dont ils ont atteint une légitimité en alignant leurs institutions de gouvernance avec les communautés monolingues de communication : « une nation, un État, une langue ». Cette congruence a été essentielle à la montée de la citoyenneté démocratique.

1.1 Les États-nations européens monolingues

Les monarchies post-féodales. Les États post-féodaux sont apparus après la Guerre de Trente Ans (1618-1648). La Paix de Westphalie établit la souveraineté westphalienne, l'égalité des États face au droit international et un monopole gouvernemental de l'usage de la force au sein de chaque État. La montée des langues nationales vernaculaires qui s'en suivit trouva son origine dans le conflit entre les monarques post-féodaux (absolus) et les nobles, qui souhaitaient conserver leurs privilèges féodaux, ainsi que l'Église, qui jouissait également d'importants privilèges.

Afin de renforcer leurs pouvoirs, les monarques augmentèrent leur contrôle du gouvernement en remplaçant la noblesse et le clergé. Les roturiers étaient plus loyaux car ils manquaient de ressources autonomes, et plus compétents car leurs postes ne se transmettaient pas de manière héréditaire. Changer la langue de la gouvernance pour un dialecte privilégié d'une langue vernaculaire augmenta le nombre de fonctionnaires potentiels et réduisit le pouvoir du clergé qui provenait du monopole du latin dans l'alphabétisation.

Deux types d'État-nation. L'État-nation européen est une communauté ethnolinguistique (nation) imaginée ou construite en harmonie avec les institutions de gouvernance (État) et limitée par des limites géographiques (État). Dans sa forme idéale, l'État-nation européen consiste en une seule nation, un seul État, une seule langue.

Il y avait deux façons d'atteindre la congruence : (1) l'État d'abord, qui commençait avec un État existant et qui imposait une uniformité linguistique au sein de ses frontières et (2) la nation d'abord, qui dessinait les limites de l'État autour d'une nation ethnolinguistique existante, réelle ou imaginée, en tout ou en partie, puis y ajoutait des institutions de gouvernance. Dans le second cas, la population du territoire circonscrit était monolingue ou faisait partie d'un continuum. Si une diversité orale persistait, comme en Allemagne, la langue écrite était uniforme. Dans les rares cas où plusieurs langues ont persisté, la gouvernance

était principalement une fonction de sous-unités monolingues. Dans les deux modèles de « l'État d'abord » et de « la nation d'abord », le monolinguisme a été utilisé pour aligner les communautés de communication avec les institutions de gouvernance. Cette congruence est la clé de la réussite du modèle européen de l'État-nation.

1.1.1 La congruence « l'État d'abord » : la France révolutionnaire. Les premiers États-nations ont commencé avec des frontières monarchiques existantes (État). Les frontières reflétaient la capacité du monarque à projeter sa puissance militaire et à conserver le territoire obtenu par héritage, par conquête ou par dot. Si les barrières naturelles étaient importantes, les frontières d'un État s'y adaptaient souvent. Les frontières naturelles ne correspondent généralement pas à la répartition des communautés ethnolinguistiques. Aussi, en raison du fait que les communautés linguistiques catalane et basque (Euskaldunak) traversent toutes deux les Pyrénées, elles sont aujourd'hui divisées entre la France et l'Espagne.

Dans les monarchies, l'utilisation de la langue n'intéressait que l'élite. Par exemple, l'Académie française est née au cœur d'un groupe de citoyens français distingués qui souhaitaient établir des normes pour le français littéraire. En 1634, elle a été cooptée par le cardinal de Richelieu, Premier ministre du Roi Louis XIII, et chargée de créer un dictionnaire et une grammaire du français standard. L'objectif du cardinal de Richelieu était de renforcer davantage le pouvoir du Roi en établissant une administration bureaucratique utilisant une langue vernaculaire standardisée.

La France révolutionnaire. La Révolution française de 1789 a transformé la France de manière radicale. L'adoption d'une politique de monolinguisme territorial fit partie des changements les plus radicaux. Le monolinguisme était considéré comme essentiel pour consolider et soutenir la révolution car le gouvernement révolutionnaire avait besoin de communiquer son message politique à tous les citoyens. Pour la première fois, la langue que les gens parlaient importait.

Le 6 juin 1794, l'abbé Grégoire, qui avait dirigé le recensement, remit un document clé au gouvernement révolutionnaire. Son titre descriptif était : « Sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française ». La Révolution française a inauguré la transition vers « une nation, un état, une langue », mais n'a pas terminé la tâche.

La France napoléonienne. Le monolinguisme territorial, dont la révolution n'a établi que les principes par manque de temps et de ressources, a été développé par la suite par les aventures militaires de Napoléon. Les guerres napoléoniennes ont prouvé qu'une armée monolingue était plus efficace au combat. Parler une langue unique évitait les incompréhensions. Fondé sur une identité française commune, le patriotisme améliorait également les performances militaires. Si de nombreuses unités de l'armée de Napoléon étaient à l'origine composées de soldats provenant d'une seule région et certaines unités utilisaient même un patois régional ou un dialecte non standardisé, les remplacements se faisaient de manière aléatoire. Au fur et à mesure que les campagnes décimaient les soldats, les troupes devenaient de plus en plus diversifiées et dépendantes du français standardisé. Les soldats revenant au sein de leurs communautés ont fait du français la langue du patriotisme.

À partir des années 1880, la France a rendu obligatoire l'éducation primaire en français standardisé. Les effets de la révolution, de la guerre, de l'éducation universelle, du besoin de travailleurs sachant lire en raison de l'industrialisation et de la croissance de l'imprimerie commerciale se sont combinés pour terminer la transition du multilinguisme « *laissez faire* » de la féodalité au monolinguisme territorial de l'État-nation français moderne.

1.1.2 La congruence « la nation d'abord » : l'Allemagne autocratique. La deuxième voie vers l'État-nation européen, le modèle de « la nation d'abord », dessinait les limites de l'État autour d'une « nation » réelle ou imaginée, identifiée par une langue commune ou par la capacité mutuelle à comprendre les dialectes. La langue y était fondamentale, car elle permet à la culture de s'exprimer et elle est l'outil principal de sa conservation et de sa transmission. Le modèle de « la nation d'abord » a été utilisé pour créer l'Allemagne.

Pendant le siècle suivant la Réforme de 1517, le luthéranisme est devenu la religion officielle dans de nombreuses régions nordiques du Saint Empire romain germanique. Le catholicisme romain dominait dans le Sud. Finalement, un mélange d'intolérance religieuse et d'opportunisme politique a entraîné la Guerre de Trente Ans (1618-1648), ainsi que la disparition d'un tiers de la population germanophone du Saint Empire romain. La Paix de Westphalie, en 1648, a mis fin à la Guerre de Trente Ans.

La Paix de Westphalie n'a cependant pas été aussi pacifique qu'escompté. Un de ses effets a été le relâchement du contrôle autrichien sur le Saint Empire romain germanique. Cela permit au Brandebourg-Prusse de s'ériger en rival de l'Autriche. Au cours des années séparant la Paix de Westphalie de la Révolution française, la Prusse s'est affirmée dans la compétition militaire avec l'Autriche. Cette période inclut notamment la Guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) et la Guerre de Sept Ans (1756-1763).

La France, luttant d'abord pour défendre sa révolution et, plus tard, pour la gloire de l'empire de Napoléon, détruisit la paix de Westphalie. Le Saint Empire romain germanique fut une cible principale de l'agression napoléonienne. En 1805, lors de la bataille d'Austerlitz, les forces de Napoléon (dont faisaient partie certains États allemands alliés) ont vaincu le Saint-Empire romain. L'année suivante, l'Empereur François II abdiquait. Le Saint-Empire romain ayant disparu, Napoléon créa la Confédération du Rhin. Il réduisit le nombre d'États de plus de 300 à 39.

La Confédération du Rhin ne dura que neuf ans et se termina avec la défaite de Napoléon et le Congrès de Vienne (1814-1815). Les traités de Vienne établirent une Confédération allemande qui était composée de 35 États. Le résultat consistait en un ensemble inefficace et divisé de parties indépendantes qui empêcheraient l'Autriche et la Prusse d'unifier les populations germanophones.

Les locuteurs de différents dialectes allemands, répartis entre des dizaines d'unités de gouvernement, pourraient-ils devenir une entité politique unifiée ? Une réponse positive solide a été exprimée par le philosophe allemand Johann Fichte (1762-1814). Il exprimait clairement son idée de la nécessité d'un État-nation germanophone dans son influent livre paru en 1808, *Discours à la nation allemande* :

« Ceux qui parlent la même langue forment un tout que la pure nature a lié par avance de mille liens invisibles, bien avant le commencement de tout art humain ; ils se comprennent et ont le pouvoir de perfectionner leur compréhension mutuelle ; ils s'appartiennent et forment par nature un tout indivisible ».

L'unification de l'Allemagne, pour pouvoir se réaliser, requerrait une résolution des rivalités entre la Prusse et l'Autriche. Au cours de la décennie suivant sa nomination en tant que Ministre-Président et Ministre des Affaires étrangères de Prusse en 1862, Otto von Bismarck a orchestré trois guerres unissant 25 des États germanophones. La première, en 1864, fut menée contre le Danemark pour résoudre le problème du contrôle du Schleswig-Holstein. Son objectif plus général était d'unir les Allemands du Nord sous l'égide de la Prusse. La deuxième guerre, en 1866, fut menée contre l'Autriche. Elle établit la Prusse en tant que puissance leader des populations germanophones. En 1867, la Confédération germanique fut remplacée par la Confédération de l'Allemagne du Nord sous l'égide de la Prusse.

La troisième et dernière guerre de la consolidation allemande, en 1871, fut menée contre la France pour ajouter les États allemands du Sud limitrophes de la France, que cette dernière voulait conserver comme tampon. Durant le pilonnage de Paris, la victoire étant imminente, le Roi Guillaume I^{er} de Prusse fut couronné Empereur d'Allemagne. L'unification de l'Allemagne à partir du modèle de la « petite Allemagne » établit un État-nation monolingue sur le modèle de « la nation d'abord ».

1.2 Des exceptions non exceptionnelles : la Suisse et le Luxembourg

Les États-nations européens n'adhèrent pas tous à l'idéal d'« une nation, un État, une langue » ; mais il existe toujours une certaine congruence entre les communautés de communication et les institutions de gouvernance. Les exceptions ordinaires de l'Europe sont la Suisse et le Luxembourg. Dans cette section, nous allons examiner ces deux cas de congruence réussie. La section suivante se penchera sur les effets de congruence incomplète en Belgique et du multilinguisme *de jure* dans l'UE.

« La Suisse a beau être quadrilingue, de tous les points de vue, chaque point de son territoire peut être considéré comme unilingue. »

Francois Grin, *Language Policy in Multilingual Switzerland* dans *Multilingualism and Government* (2000) K. Deprez et T. Du Pleisse Ed.

1.2.1 La Suisse : Monolingue malgré les apparences. La Suisse est le pays le plus cité en tant qu'exception au modèle d'État-nation monolingue européen. Toutefois, la grande majorité des citoyens suisses vivent dans des communautés monolingues. Les droits linguistiques sont des droits territoriaux et non personnels. Partout en Suisse, les citoyens doivent utiliser une langue officielle lorsqu'ils traitent avec le

gouvernement. La Suisse est linguistiquement divisée et adhère au monolinguisme territorial malgré ses apparences de multilinguisme. Parmi les 26 cantons suisses, 22 ont une seule langue officielle (17 ont adopté l'allemand, 4 le français et 1 l'italien) et la plupart des fonctions du gouvernement sont remplies par les cantons ou par les districts et municipalités qui les constituent.

Sur les quatre cantons qui ne sont pas monolingues, trois sont bilingues en allemand et en français : Berne (Berne), Fribourg (Freiburg) et Valais (Wallis). Le quatrième, celui des Grisons (Graubünden), est trilingue. Dans les trois cantons bilingues, la congruence est atteinte grâce aux districts et aux municipalités monolingues. À Valais (Wallis), il existe six districts francophones (Bas-Valais) et huit germanophones (Haut-Valais). Dans le canton de Fribourg (Freiburg), les districts francophones sont situés à l'Ouest et les districts germanophones à l'Est. Une territorialité linguistique interne similaire existe à Berne (Berne)² et même dans le canton des Grisons (Graubünden).³

1.2.2 Le Luxembourg : la congruence avec des ensembles égaux. Le Luxembourg est un cas unique de congruence dans lequel trois langues définissent une seule communauté de communication. En termes mathématiques, les communautés linguistiques du Luxembourg sont des ensembles égaux.⁴ Aussi, le Luxembourg n'est pas si éloigné du monolinguisme territorial qu'il n'y paraît à première vue. Il existe toujours cette congruence fondamentale entre une communauté linguistique et les institutions de gouvernance. Toutefois, le cas du Luxembourg est instructif en ce qu'il démontre qu'un État-nation peut associer la congruence avec une politique linguistique de bilinguisme⁵ voire même de trilinguisme, comme c'est le cas au Luxembourg. Voici quelques informations pertinentes :

(1) Les citoyens du Luxembourg sont trilingues dans les trois mêmes langues : Le luxembourgeois à 90 % (77 % de natifs, 13 % en deuxième langue), l'allemand à 92 % (4 % de natifs, 88 % en deuxième langue) et le français à 96 % (6 % de natifs, 90 % en deuxième langue). Ainsi, le Luxembourg est une communauté de communication linguistiquement unifiée.

(2) Le luxembourgeois est principalement utilisé comme une langue orale. Sa forme écrite n'est devenue officielle qu'en 1975.

(3) Le français est une langue de prestige mais qui est tellement répandue qu'elle occupe principalement des domaines fonctionnels. Par exemple, le français est la langue du système juridique, reflétant l'adoption du Code Napoléon.

² 85 % de la population parle l'allemand et seulement un peu plus de 10 % parle le français. Le Jura bernois est le territoire francophone suisse : 90 % de sa population parlent le français.

³ Le canton de Graubünden, le plus grand canton suisse, est officiellement trilingue. Mais ses municipalités ont des langues officielles.

⁴ Les ensembles égaux sont des ensembles contenant les mêmes éléments, mais pas nécessairement dans le même ordre.

⁵ Un cas similaire existe au Paraguay, pays bilingue. 90 % de sa population parle le guarani et 87 % parle l'espagnol. À la différence du Luxembourg qui est un pays influent, le Paraguay se trouve dans la moitié inférieure des pays du monde en termes de PIB par habitant. Le bilinguisme n'est pas seulement réservé aux riches.

(4) Les journaux sont majoritairement écrits en allemand, mais ponctués de français. Le français est généralement utilisé dans les publicités pour les produits de luxe et les articles ayant une forte approche européenne ou culturelle. À la radio et à la télévision, c'est le luxembourgeois qui prédomine, mais les actualités sont souvent présentées en allemand ou dans un mélange d'allemand et de luxembourgeois. On suppose que les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs comprennent les trois langues.

(5) Le gouvernement écrit principalement en français et en allemand. Toutefois, le luxembourgeois est bien accepté. Le luxembourgeois prédomine dans les situations informelles.

La clé pour maintenir l'unité linguistique est le système scolaire luxembourgeois. Les enseignants doivent parler les trois langues couramment. Les élèves apprennent dans les trois langues et les cours sont dispensés dans les trois langues. L'école maternelle et les premières années d'enseignement primaire sont souvent en luxembourgeois. À la fin de l'école primaire et jusqu'à la troisième, les élèves passent à l'allemand. Les cours de mathématiques et de sciences sont dispensés en français. Au lycée, les cours de lettres et les sciences humaines sont enseignés en français. Les étudiants suivant une formation professionnelle continuent généralement en allemand. L'aide et les explications sont toujours disponibles en luxembourgeois si besoin.

L'important est qu'au Luxembourg, le trilinguisme identitaire atteint la congruence. Si le trilinguisme identitaire peut fonctionner au Luxembourg, l'UE sera en mesure de mettre en œuvre la politique beaucoup moins exigeante du bilinguisme identitaire.

« La Belgique, ce méli-mélo de trois régions (la Flandre, la Wallonie francophone et Bruxelles), de trois communautés linguistiques (flamand, français et allemand) et au gouvernement fédéral faible, est dysfonctionnelle. C'est dans la capitale, où la géographie flamande et la culture française ne s'harmonisent pas, que cette dysfonction est la plus douloureuse. »

Roger Cohen (Op-Ed) *Wall Street Journal* 11 avril 2016

1.3 Sans congruence, la gouvernance souffre

1.3.1 La Belgique : une congruence incomplète. Comme nous venons de le voir, la Suisse et le Luxembourg ne sont pas des exceptions au modèle européen de congruence entre un demos et un régime politique. L'Europe fournit également un exemple utile de congruence incomplète. En Belgique, la congruence incomplète montre que le manque de congruence, même dans une petite partie d'un État-nation, peut perturber la gouvernance.

La Belgique est en grande partie gouvernée par le biais d'un monolinguisme territorial : Le néerlandais⁶ est la langue du gouvernement du Nord (Flandre) et le français est utilisé dans le Sud (Wallonie). Une petite région située à l'Est parle l'allemand.⁷ À cet égard, la Belgique est monolingue d'un point de vue territorial, de la même manière que la Suisse. Cependant, il y a des exceptions : (1) la région officiellement bilingue de Bruxelles-Capitale (RBC) et (2) vingt et une municipalités, le long des frontières entre les communautés linguistiques, qui fournissent des infrastructures pour les citoyens qui parlent la deuxième langue commune. Parmi celles-ci, six sont limitrophes de la RBC. Ces six municipalités et la RBC sont l'épicentre de la politique dysfonctionnelle de la Belgique.

La RBC est une enclave dans la Flandre néerlandophone, à proximité de la frontière avec la Wallonie francophone. Dans la RBC,⁸ les citoyens peuvent choisir de faire leurs démarches auprès du gouvernement en français ou en néerlandais. La plupart choisissent le français, mais le gouvernement fonctionne dans les deux langues. Si la RBC a été en grande partie néerlandophone jusqu'à la fin du XXe siècle, elle est aujourd'hui majoritairement francophone. Les tensions entre les francophones et les néerlandophones sont réduites grâce au bilinguisme officiel de la RBC, mais ce n'est pas le cas dans les six communes adjacentes à la région, dont les gouvernements municipaux utilisent toujours le néerlandais, avec des services prévus pour aider les francophones dans certains cas seulement, alors que ces derniers y sont majoritaires. Les aspirations linguistiques des francophones et l'attitude défensive correspondante des néerlandophones alimentent des incendies politiques qui peuvent commencer dans les banlieues agitées de la RBC mais qui submergent rapidement la politique nationale.

Il est important de considérer l'histoire pour comprendre les raisons pour lesquelles les politiques d'utilisation des langues occupent toujours le devant de la scène, menaçant régulièrement de scinder la Belgique en raison de ses divisions linguistiques. Faute de pouvoir entrer dans les détails, voici une introduction.

1) Un recensement en 1846 a interrogé la population sur l'utilisation des langues. 40 % étaient francophones et 60 % étaient néerlandophones. Le français était la langue de l'élite et la seule langue du gouvernement, malgré une majorité de locuteurs néerlandophones. Il a fallu attendre sept décennies après l'indépendance pour que le néerlandais soit ajouté en tant que deuxième langue officielle de la Belgique.

2) En 1921, la Belgique a choisi les droits linguistiques territoriaux plutôt que les droits linguistiques personnels. Les francophones craignaient que le fait de choisir le principe de personnalité n'implique d'instaurer le bilinguisme pour les emplois au sein du gouvernement. Cela aurait favorisé les

⁶ Je me réfère au dialecte flamand comme étant le néerlandais, mais ses locuteurs sont flamands et la région est la Flandre.

⁷ Les germanophones représentent 1 % de la population belge et ne sont pas abordés dans cet essai. Ils ont été rattachés à la Belgique à la fin de la Première Guerre mondiale.

⁸ Elle n'a pris le nom de Région de Bruxelles-Capitale (RBC) qu'en 1988. J'utiliserai le sigle « RBC » pour plus de simplicité.

Flamands, qui étaient bien plus susceptibles de parler le français que les Wallons de parler le néerlandais. Globalement, donc, la Belgique a choisi le modèle du monolinguisme territorial suisse.

3) En 1932, le Parlement a voté une loi imposant que l'utilisation de la langue dans les communes soit déterminée par la préférence des citoyens, comme l'établit le recensement décennal. Dans les cas où une communauté linguistique minoritaire atteignait un seuil de 30 %, le gouvernement de la langue majoritaire devait établir des « infrastructures » pour aider les locuteurs de la langue minoritaire. Il n'était pas évident de savoir si ces infrastructures avaient pour but de faciliter la transition jusqu'à ce que la minorité ait appris la langue territoriale, ou si elles étaient permanentes et conçues pour permettre à cette minorité de persister et, peut-être, de grandir jusqu'à devenir un jour la majorité.

4) Le recensement suivant n'a pas eu lieu en raison de l'invasion allemande en 1940. Les résultats du recensement suivant, en 1947, n'ont pas été officiellement publiés en raison des problèmes politiques que leur application aurait entraînés. Lorsqu'ils ont finalement été publiés, en 1954, ils n'ont pas été utilisés. Au lieu de cela, un compromis *ad hoc* a transformé trois municipalités de la Flandre pour donner la RBC bilingue. Des infrastructures de langue française ont été ajoutées dans quatre autres municipalités de la banlieue de la RBC.

5) En 1960, suite à un grand changement démographique en faveur des francophones dans la RBC et sa banlieue, de nombreux flamands ont boycotté les questions du recensement concernant les langues et ont organisé des manifestations pour exiger des frontières linguistiques permanentes et une limite de 19 communes bilingues dans la RBC. Ils ont réussi. Les données de recensement ont de nouveau été ignorées. Comme exigé par les flamands, la RBC a été limitée à 19 municipalités. Suite à un autre compromis *ad hoc*, des infrastructures pour francophones ont été ajoutées dans deux autres municipalités de la banlieue de la RBC. Le déplacement des frontières linguistiques en fonction des données recueillies par le recensement aurait grandement polarisé la population et était impossible à mettre en œuvre.

6) En 1964, suite au succès du boycott et des manifestations des Flamands, le Front démocratique des francophones a été créé. Il s'opposait à la fois à des frontières linguistiques fixes et à la limite de la RBC à 19 communes.

7) Le soutien aux partis régionaux fondés sur les langues, dans les années 1960, a provoqué la division des partis politiques nationaux en paires linguistiquement séparées. En 1968, les chrétiens-démocrates se sont séparés pour former un parti néerlandophone monolingue et son équivalent francophone. En 1972, les libéraux se sont également séparés en deux partis ayant chacun sa propre langue. En 1978, le parti socialiste s'est divisé en un parti socialiste francophone et un parti socialiste néerlandophone.

Au vu de ce contexte, on peut mieux comprendre les conflits qui ont paralysé le gouvernement national belge durant cinq ans, de 2007 à 2012. Bien que temporairement voilée par la formation d'un

gouvernement de coalition, la division linguistique pourrait facilement mener de nouveau à une impasse après les prochaines élections. Cela se produira en 2019, sinon plus tôt.⁹

« Parmi un groupe de personnes dépourvues du sentiment de fraternité, en particulier si elles lisent et parlent dans des langues différentes, l'opinion publique unie nécessaire au fonctionnement du gouvernement représentatif ne peut exister. »

John Stuart Mill (1861)

De la liberté et autres essais

La crise existentielle de la Belgique : 2007 - 2012. Après les élections de 2003, la Cour constitutionnelle de Belgique a déclaré inconstitutionnelle une circonscription électorale combinant la RBC et une partie du Brabant flamand (BHV). Cette décision était fondée sur une inégalité des droits de vote. Les francophones de Hal-Vilvorde (territoire flamand) avaient le droit de voter aux élections des communautés linguistiques francophones. Les néerlandophones en territoire wallon adjacent ne disposaient pas d'un droit équivalent à voter aux élections des communautés de langue néerlandaise.¹⁰ La Cour constitutionnelle a maintenu les résultats des élections de 2003 afin de laisser le processus politique résoudre le problème. Cela s'est révélé être très optimiste. Suite aux élections générales de 2007, la Belgique a été incapable de former un gouvernement fédéral pendant 196 jours. La question de BHV était l'obstacle le plus important, mais des débats concernant la politique fiscale ont accentué la division linguistique.¹¹

Selon un sondage réalisé le 24 août 2007, 45,8 % des Flamands souhaitaient l'indépendance de la Flandre. Le 1^{er} septembre 2007, le journal en langue flamande *De Standard* a consacré tout un numéro à la question de la survie de la Flandre si elle devenait un pays à part entière. En novembre, la situation était si mauvaise que les législateurs flamands du comité chargé de cette question ont menacé de résoudre l'impasse de BHV de manière unilatérale. Cela a entraîné un départ des membres wallons et l'invocation d'une règle qui a différé la question. Cela a permis la formation d'un gouvernement fédéral intérimaire.

En 2010, le gouvernement intérimaire a été dissout en raison du dossier BHV non résolu et de nouvelles élections ont été organisées. Le parti séparatiste flamand, l'Alliance néo-flamande (NVA), a

⁹ Au moment où j'écris ces mots, en février 2017, la RBC, en grande partie francophone, menace d'appliquer très strictement une politique de lutte contre le bruit controversée prévoyant de très lourdes amendes. Une telle application causerait de graves problèmes opérationnels pour l'aéroport de Zaventem en Flandre, forçant le transfert du trafic aérien vers l'aéroport de Liège en Wallonie francophone, où aucune amende n'est imposée. Près de 60 000 emplois pourraient se voir déplacés de la Flandre néerlandophone à la Wallonie francophone.

¹⁰ La Belgique possède à la fois des gouvernements territoriaux et des communautés linguistiques. Il s'agit du résultat très complexe de politiques linguistiques qui ne sont pas abordées dans cet essai. Il n'est heureusement pas nécessaire de les expliquer.

¹¹ Les Flamands les plus conservateurs sur le plan fiscal souhaitent imposer des réductions budgétaires aux programmes sociaux les plus utilisés et soutenus par les Wallons, moins riches et majoritairement socialistes.

remporté haut la main les élections en Flandre. Le parti socialiste français anti-séparatiste a gagné en Wallonie. Le succès régional de plateformes diamétralement opposées a rendu impossible tout gouvernement de coalition. Aucune association de partis n'a pu se faire et la Belgique a été dépourvue de gouvernement fédéral opérationnel pendant 485 jours.

Alors que la frustration publique tournait à la colère, un accord a finalement été atteint par l'adoption d'un amendement constitutionnel prévoyant la décentralisation de certaines fonctions du gouvernement du niveau fédéral pour les confier aux gouvernements territoriaux et des communautés linguistiques. Les nationalistes flamands ont accepté la décentralisation comme un pas en avant vers une indépendance future. Le compromis comprenait une résolution du dossier BHV.¹²

Si la crise immédiate était résolue, après le plus long blocage à la formation d'un gouvernement de l'histoire mondiale, la personnalité divisée de la Belgique demeure encore aujourd'hui. La population francophone de la banlieue de la RBC continuant d'augmenter en termes aussi bien absolus que relatifs, elle considère de plus en plus le statut officiel du néerlandais comme oppressif.

Les différences politiques ont été atténuées en 2014, lorsque les nationalistes flamands du NVA ont formé un gouvernement de coalition, mais cette parenthèse touche à sa fin, programmée pour 2019. Les élections de 2019 seront probablement les plus controversées et conflictuelles de l'histoire de la Belgique, et la formation du gouvernement suite à ces élections sera tout aussi difficile.

1.3.2 Le multilinguisme *de jure* dans l'UE. Au vu de la coercition requise pour établir le monolinguisme territorial dans les États-nations, il n'est pas surprenant que la rationalisation de la langue n'ait pas été une priorité pour les fondateurs de l'UE. *De jure*, l'UE *affirme* que toutes ses 24 langues officielles sont égales.

De facto, l'anglais est la première langue parmi ses pairs. Le français arrive en deuxième position et l'allemand en troisième, même si la deuxième et la troisième places pourraient bien être sur le point de s'inverser. Tout le monde comprend que, dans le monde réel, l'égalité des 24 langues officielles est une chimère.

Superficiellement, on peut affirmer que l'UE suit le modèle suisse du « monolinguisme malgré les apparences ». Cependant, l'analogie suisse s'effondre rapidement :

(1) Questions d'échelle. La population de l'UE est 61 fois plus nombreuse que celle de la Suisse. La superficie géographique de l'UE est 100 fois celle de la Suisse.

(2) Questions économiques. La Suisse a un PIB *par habitant* qui est supérieur à celui de tous les États membres de l'UE, à l'exception du minuscule Luxembourg. Il est plus facile de gouverner une communauté riche. Le PNB par habitant de l'UE équivaut à 33 300,00 \$ et varie entre 100 000,00 \$ au Luxembourg et 6 800,00 \$ en Bulgarie. La convergence est un objectif dans l'UE, mais il s'agit d'une

¹² Les cantons de Hal-Vilvorde ont été séparés de BHV et combinés avec le Louvain néerlandophone.

proposition coûteuse qui se réalise de façon inégale. Ceci est illustré le plus clairement et douloureusement par le manque de convergence entre l'Allemagne et la Grèce, tous deux membres de la zone Euro.

(3) Questions d'histoire. La Suisse a une longue et respectable histoire de lutte commune pour sa liberté contre des voisins agressifs. L'Europe a une longue histoire de luttes entre voisins. Cela a développé le patriotisme chez les Suisses et la suspicion chez les Européens.

(4) Degré de rationalisation. L'UE dispose de 6 fois plus de langues officielles que la Suisse. L'UE pourrait s'aligner sur la Suisse, qui comprend trois langues si l'on exclut la fraction minuscule de romanches qui sont tous bilingues dans l'une des trois langues, en privilégiant l'allemand et le français avec l'anglais. Toutefois, l'Allemagne et la France sont, de loin, les deux économies dominantes en Europe. La pratique de l'Allemagne et de la France de se réunir pour prendre des décisions que les autres membres ratifient est déjà controversée. L'hégémonie allemande, sous la forme d'une politique monétaire austère, est maintenant considérée comme un problème par certains. Privilégier l'allemand et le français, bien que logique, est politiquement impossible.

L'anglais accroît son rôle de *lingua franca* de l'Europe. Entre 2005 et 2012, le pourcentage de la population considérant qu'il était important que leurs enfants apprennent le français a baissé de 13 points. L'allemand a subi une baisse moins forte, de 8 points. (Eurobaromètre 386). Le rôle croissant de l'anglais *pourrait*, au cours d'une *très longue* période de temps, conduire à une politique de bilinguisme identitaire *de facto*. Cependant, il serait trop tard pour qu'elle résolve les problèmes actuels et futurs de la légitimité de l'UE. Une politique de bilinguisme identitaire *de jure*, comme expliqué ci-après, accélérerait significativement le processus, et le temps presse.

Les Européens se sont exprimés au sujet des politiques linguistiques. En 2012, la Commission européenne a publié l'Eurobaromètre spécial 386, intitulé « les Européens et leurs langues ». Voici quelques-unes de ses conclusions :

1. La majorité des Européens (81 %) considèrent que toutes les langues parlées au sein de l'UE devraient être traitées sur un pied d'égalité. Autrement dit, les gouvernements ne devraient privilégier aucune communauté ethnolinguistique et aucun État-nation monolingue.

2. Environ sept personnes sur dix (69 %) considèrent également que les Européens devraient savoir parler une langue commune. Cela cautionne l'idée d'une communauté de communication européenne.

Tout conflit dans ces désirs est résolu par le bilinguisme identitaire. Avec une langue identitaire qui ne soit la langue officielle d'aucun État-nation¹³, l'UE sera en mesure de satisfaire la préférence de neutralité de ses citoyens tout en créant la communauté de communication recherchée.

¹³ Une alternative à l'anglais, par exemple, serait le luxembourgeois. Les langues construites, *y compris la possibilité d'une langue construite spécifiquement pour l'UE*, offrent d'autres alternatives. Cependant, l'anglais a une énorme avance sur ces

« L'Europe est arrivée à un tournant. Soit l'Europe évolue vers une union politique et devient un acteur véritablement mondial, soit elle reprend la forme d'un continent d'États-nations sans influence politique ou économique au niveau mondial. »

Gerhard Schroder 10/10/2011
Ancien chancelier allemand

Deuxième partie

Le bilinguisme identitaire : identités complémentaires + congruence

2.1 Les fonctions de communication et d'identité

Dans cette section, les fonctions de communication et d'identité de la langue sont examinées individuellement. On explique ensuite le bilinguisme identitaire et sa capacité à améliorer la gouvernance de l'UE est discutée.

2.1.1 La fonction de communication : les langues ponts. Les langues « ponts » sont nécessaires pour que des communautés linguistiques différentes puissent communiquer. L'utilisation d'une langue pont n'invoque pas une identité commune. Cela diffère de l'utilisation d'une langue à l'intérieur d'une même communauté, qui unit la fonction de communication à celle d'identité.

Les pidgins et les *lingua franca*. Il existe deux types de langues ponts : les pidgins et les *lingua franca*. Un pidgin est un hybride de deux langues ou plus, élaboré par les personnes parlant les différentes langues concernées. En revanche, une *lingua franca* désigne toute langue établie et utilisable comme langue pont. Aujourd'hui, des *lingua franca* sont presque toujours disponibles et les pidgins sont donc rarement utilisés.¹⁴

Lingua Franca. Le nom propre « Lingua franca » signifie « Langue des Francs » et désigne un pidgin utilisé pour le commerce en Méditerranée durant de nombreux siècles. Le terme générique « lingua franca » (en minuscules) est apparu bien plus tard et désigne également toute langue établie servant de pont. Elle peut être la langue principale de certains, ou la deuxième langue de tous ceux qui l'utilisent.

Bien que peu de langues soient largement utilisées en tant que *lingua franca*, apprendre une langue étrangère rend cette langue utilisable en tant que *lingua franca* pont avec ses locuteurs natifs. On choisit généralement d'apprendre une langue étrangère (*lingua franca*) qui est la langue maternelle d'une communauté étendue, proche ou prestigieuse. Plus une communauté linguistique est étendue et puissante, plus l'utilité de sa langue en tant que *lingua franca* est importante. Dans un monde comportant six mille langues, parler une *lingua*

langues et l'avantage d'être la *lingua franca* mondiale. Les Européens sont beaucoup plus susceptibles de vouloir apprendre l'anglais international que toute autre alternative.

¹⁴ Certaines langues créoles qui ont commencé comme pidgins ont conservé le nom de « Pidgin », mais les créoles sont des langues normales avec des locuteurs natifs.

franca importante est souvent très utile, en particulier pour les personnes provenant de petites communautés linguistiques.

L'anglais en tant que *lingua franca*. L'anglais est désormais la *lingua franca* la plus répandue. Le fait que la langue d'un pays de taille moyenne situé au large de la côte Ouest de l'Europe soit devenue une *lingua franca* internationale ne repose pas sur ses caractéristiques intrinsèques. Cela s'explique plutôt par le succès des Britanniques dans l'établissement de colonies qui ont remplacé les populations indigènes dans les vastes territoires d'Amérique du Nord et d'Australie pour les repeupler d'anglophones.

Lorsque l'Europe a été décimée par deux guerres durant la première moitié du XX^e siècle, le leadership économique et militaire est passé entre les mains des anciennes colonies de l'Angleterre qui avaient échappé à la destruction générale en raison de leur situation géographique. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique produisaient à eux seuls plus de la moitié du PIB mondial, lequel avait considérablement diminué.

Même avec la chute inévitable du pourcentage du PIB mondial produit par les nations anglophones, alors que le monde se remettait de la guerre, le recours à l'anglais en tant que *lingua franca* a augmenté. Le développement d'Internet et d'autres avancées technologiques en matière de communication et de transports ont répandu l'usage de l'anglais en tant que *lingua franca*.

Il y a quatre raisons structurelles pour lesquelles la vigueur actuelle de l'anglais en tant que *lingua franca* est susceptible de persister et d'augmenter :

Les externalités de réseau. Si le fait d'avoir davantage d'utilisateurs augmente l'utilité d'un réseau, les individus rejoindront plus volontiers un réseau comptant de nombreux utilisateurs qu'un réseau plus petit. Les personnes rejoignent Facebook car ce réseau compte déjà des millions d'utilisateurs. Les externalités de réseau positives créent un effet de mode. L'anglais, comme Facebook, a des externalités de réseau très positives.

La dépendance au chemin emprunté. Une fois qu'une pratique est établie, il est plus facile de s'y adapter que de changer la norme. Un exemple typique est la disposition QWERTY des claviers anglo-saxons. La disposition des touches semble aléatoire, mais a été conçue pour compliquer la dactylographie rapide. À un moment de l'Histoire où les machines à écrire manuelles pouvaient s'enrayer, la vitesse n'était pas leur point fort. De nos jours, bien que les machines à écrire manuelles soient obsolètes et que l'enrayage ne soit plus un problème, le clavier QWERTY reste la norme. À partir du moment où des millions d'utilisateurs du clavier QWERTY ont assimilé sa disposition, le coût de leur recyclage n'était pas justifié par un gain minime de vitesse de frappe. L'anglais est le QWERTY des *lingua franca*.

La sensibilité statistique. Les individus n'apprennent une langue que s'il existe une probabilité raisonnable que son usage ultérieur justifie cet effort. Sans cette probabilité, la motivation pour apprendre une langue est insuffisante. Dans le monde entier, on s'attend à pouvoir parler l'anglais plus fréquemment et davantage (intensivement et extensivement) que n'importe quelle autre langue étrangère. La sensibilité

statistique encourage donc l'apprentissage de l'anglais en tant que langue étrangère et pour son utilisation en tant que *lingua franca*.

Communication maximin. La maximisation du minimum (maximin), explique l'utilisation de la langue dans les groupes à répertoire mixte. Les membres d'un groupe linguistiquement hétérogène souhaitent maximiser le niveau minimum de compréhension. L'exemple le plus simple est la situation où deux personnes parlent chacune la langue de l'autre. Elles pourraient utiliser les deux langues, mais elles maximisent la communication en utilisant la langue maternelle de la personne qui maîtrise le moins sa deuxième langue. En Europe, le désir de communication « maximin » mène souvent à utiliser l'anglais dans des groupes linguistiquement diversifiés, même lorsque qu'il ne s'agit de la langue maternelle d'aucun membre.

2.1.2 La fonction identitaire : Communautés de communication. L'identité peut se fixer de deux façons différentes : (1) un groupe linguistiquement hétérogène converge vers une seule langue, devenant une communauté linguistique unifiée ou (2) une communauté de langue unique varie dans son utilisation de la langue et se sépare en des communautés distinctes ayant des identités différentes.

L'identité par la convergence : l'hébreu en Palestine. Quand un groupe linguistique hétérogène veut devenir une communauté de communication, il peut converger vers une seule langue. Un exemple intéressant de ce phénomène est l'histoire moderne de l'hébreu.

Le renouveau de l'hébreu dans l'édition a commencé comme un projet de l'élite littéraire de la diaspora juive. L'ajout ultérieur d'une fonction identitaire a eu lieu en Palestine. Le renouveau de l'hébreu en Palestine est généralement divisé en trois périodes : la Première Aliyah (des Fermiers)¹⁵, la Seconde Aliyah et le mandat britannique. Dans certaines colonies agricoles de la Première Aliyah, l'hébreu était enseigné à l'école et utilisé comme langue d'enseignement. Cependant, les dialectes ashkénazes et séfarades étaient parlés sans être normalisés. Pour résoudre ce problème, en 1890, le Comité de la langue hébraïque a normalisé l'hébreu parlé.

Lors de la Seconde Aliyah, le fort désir d'exprimer un engagement envers la Terre d'Israël s'est traduit chez beaucoup de personnes par une séparation de leur identité par rapport à leur ancienne vie en diaspora. Cela a encouragé l'utilisation de l'hébreu qui avait été normalisé depuis peu. L'hébreu était présent dans les espaces publics, particulièrement dans les réunions qui rassemblaient de multiples communautés linguistiques. En 1909, Tel Aviv a été consciemment créée comme une ville de langue hébraïque. En 1913, lorsque la Société d'aide aux Juifs allemands a voulu utiliser l'allemand en tant que langue d'enseignement dans une école de science et d'ingénierie établie à Tel Aviv, la réaction a été violente, imposant l'utilisation de l'hébreu.

¹⁵ Le terme « Aliyah » (montée) fait référence à un retour en Israël de la diaspora. La première vague, ou Première Aliyah, fut principalement constituée de fermiers.

La troisième période du renouveau de l'hébreu est marquée par la fin de l'Empire ottoman, à la fin de la Première Guerre mondiale. Dans le Tel Aviv du protectorat britannique, la légion des défenseurs de la langue utilisait la pression sociale pour encourager les immigrants à apprendre et à parler l'hébreu. Parler une autre langue en public pouvait entraîner une remontrance - « Ivri, daber ivrit » (les Hébreux parle hébreu.). Ainsi, même avant que le pays d'Israël ne soit fondé en 1948, le terrain était préparé pour une convergence vers l'hébreu en tant que langue identitaire.

L'identité par la divergence : la congruence échoue en Yougoslavie. Il existe de nombreux exemples d'identité par la divergence. La divergence est la raison pour laquelle on compte aujourd'hui six mille langues différentes dans le monde. La divergence existe encore, dans les Balkans, suite à l'éclatement de la Yougoslavie. Historiquement, l'usage des langues dans les Balkans constituait un continuum slave. Le changement a commencé avec la normalisation menée par l'élite instruite, au milieu du XIXe siècle. Des écrivains et des universitaires ont codifié une langue, en commençant par le dialecte parlé à Zagreb. Le dialecte standard a été publié dans l'Accord de Vienne de 1850. Bien que plusieurs noms aient été utilisés (le serbe, le croate, le serbo-croate et le croato-serbe), l'Accord de Vienne a unifié une langue écrite.

Après la Première Guerre mondiale, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a choisi la langue standard de l'Accord de Vienne comme langue écrite officielle. Elle fut baptisée le « serbo-croato-slovène ». Pour l'individu moyen et généralement analphabète, le continuum linguistique slave indifférencié restait son environnement linguistique.

En 1941, la Yougoslavie fut occupée par l'Allemagne. La résistance antinazie ignore le standard de l'élite étant donné que les partisans étaient principalement issus de communautés agricoles au faible niveau d'alphabétisation. Après la Seconde Guerre mondiale, la République fédérative socialiste de Yougoslavie nouvellement créée reconnut plusieurs langues.

En 1954, des écrivains et universitaires de Yougoslavie réitéraient leur demande de normalisation. Dans une déclaration intitulée l'Accord de Novi Sad, ils insistaient sur l'adoption d'une langue unique, le serbo-croate, ayant deux dialectes : l'occidental (Zagreb) et l'oriental (Belgrade). Ils acceptaient l'utilisation de l'alphabet latin comme de l'alphabet cyrillique. Le serbo-croate a par la suite été adopté par le gouvernement comme langue officielle.

La divergence triomphe : l'éclatement de la Yougoslavie. En mars 1967, 130 écrivains et universitaires croates éminents, qui véhiculaient un nationalisme ethno-linguistique émergent, publièrent la Déclaration sur le statut et le nom de la langue croate.¹⁶ À la différence des auteurs de l'Accord de Vienne et de celui de Novi Sad, ils préconisaient des langues différentes. Beaucoup étaient des nationalistes croates qui voulaient une langue identitaire croate.

¹⁶ Sa date de publication est célébrée chaque année avec une semaine consacrée à la célébration de la culture croate.

Tito employa la force pour réprimer le nationalisme. Toutefois, afin de désamorcer la menace de perturbation régionale, une nouvelle constitution décentralisa considérablement le gouvernement yougoslave en 1974. Une souveraineté substantielle était transférée aux gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral conservait seulement les pouvoirs spécifiés dans la constitution. Cela a ouvert une possibilité de congruence entre les communautés linguistiques régionales et les institutions gouvernementales régionales.

La décentralisation de 1974 a facilité la dissolution ultérieure de la Yougoslavie après la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991. Sans nous attarder sur les détails sanglants, la situation actuelle est celle de quatre langues officielles : le croate, le bosnien, le serbe et le monténégrin. La forme écrite de ces quatre langues étant basée sur le serbo-croate de l'Accord de Vienne, elles pourraient être considérées comme des variantes d'une langue polycentrique. La plupart des utilisateurs perçoivent cependant les choses différemment. Ce sont des langues identitaires de communautés distinctes. Elles ont des académies de langues distinctes et les variations se multiplient sans cesse.

« ... à cause des différences de langue, toutes les similarités de leur nature humaine commune ne peuvent les unir. Cela est si vrai qu'un homme serait plus joyeux en la compagnie de son chien que d'un étranger. »

Saint Augustin (354-430) *La Cité de Dieu*

2.1.3 Une langue unique, des identités multiples : Les langues internationales. Les langues existent en plusieurs tailles. Certaines sont petites et locales. Quelques-unes, très grandes, sont des langues parlées dans le monde entier. Les quatre langues les plus répandues internationalement sont celles qui se sont propagées au cours de la période européenne d'exploration et de conquêtes : l'espagnol, le portugais, le français et l'anglais.

Ces langues internationales sont maintenant associées à des identités multiples. En fait, il est probablement plus exact de parler de chacune de ces quatre langues au pluriel. Malgré les efforts de la Real Academia Española, il n'y a pas seulement un espagnol, il y a des espagnols. Malgré les efforts de l'Académie française, il n'y a pas une langue française, mais des langues françaises. Le portugais a deux académies de la langue, une au Portugal et une au Brésil. Il n'y a pas un portugais, mais plusieurs portugais. La plus différenciée de toutes les langues internationales est l'anglais, peut-être en partie parce que l'anglais n'a pas d'académie linguistique.

Les citoyens des États-Unis d'Amérique et du Canada partagent une frontière et une langue, mais pas une identité. Si vous voulez contrarier un Canadien, suggérez simplement qu'il est impossible de les distinguer de leurs voisins du Sud. Ainsi, alors que la langue peut coder une identité, une même langue peut aussi coder

plusieurs identités distinctes. *Cette capacité est cruciale pour le rôle des langues internationales dans une politique de bilinguisme identitaire.*

« Les hommes et les femmes ne choisissent pas une identification collective comme ils choisissent des chaussures, en sachant qu'ils ne peuvent en mettre qu'une paire à la fois. »
Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780* (1990)

2.2 Le bilinguisme identitaire : ce n'est pas nouveau

Le bilinguisme identitaire fait référence à une situation où des identités complémentaires sont exprimées dans des langues différentes et où il y a congruence entre les communautés de communication (demos) et les institutions de gouvernance (organisation politique). Le terme « bilinguisme identitaire » est un néologisme, mais sa réalité sous-jacente n'a rien de nouveau. Lorsque l'on apprend une langue étrangère, on construit une *lingua franca* qui fait office de pont ; mais le locuteur d'une langue étrangère n'appartient pas à deux communautés. Dans le bilinguisme identitaire, la personne bilingue est membre de deux communautés.

Le bilinguisme identitaire comme politique gouvernementale. Quelques gouvernements ont adopté des politiques linguistiques qui répondent à la définition du bilinguisme identitaire, bien qu'ils n'utilisent pas ce terme. J'évoquerai brièvement les cas de l'Indonésie et de la Tanzanie.

L'Indonésie. La devise nationale de l'Indonésie est « *Bhinneka Tunggal Ika* ». Cette phrase vient d'un poème datant du XIV^e siècle, qui célèbre la tolérance entre les bouddhistes et les musulmans. Elle signifie « l'unité dans la diversité ». Dotée de milliers d'îles, de centaines de langues et d'une multitude de communautés ethniques, raciales et religieuses, l'Indonésie est exceptionnellement variée en termes de géographie comme de population. Afin de surmonter les obstacles démographiques et géographiques à l'unité, l'Indonésie fraîchement indépendante a utilisé l'outil de construction identitaire le plus puissant : elle a désigné une langue commune. Elle n'a toutefois pas essayé de réduire la diversité linguistique. Elle ne souhaitait pas un monolinguisme territorial. Elle voulait juste atteindre la congruence nationale.

Le malais de Riau, une langue commerciale, a été choisi en tant que Bahasa Indonesia. « Bahasa » signifie « langue ». Le malais de Riau était la première langue de 10 % de la population indonésienne. En comparaison, le javanais prévalait puisqu'il était parlé par l'élite de Jakarta et par près de la moitié de la population indonésienne. La décision d'utiliser une langue commerciale moins répandue plutôt que de privilégier le javanais était inspirée.¹⁷ Le Bahasa Indonesia ne renforçait pas le pouvoir de Jakarta ou des

¹⁷ De la même façon, pour l'UE, le Brexit représente une occasion d'utiliser la langue du commerce international (l'anglais) qui sera bientôt la langue maternelle d'une très petite proportion seulement de la communauté de l'UE. On ne

Javanais. Son adoption n'était pas perçue comme un encouragement à l'hégémonie et n'a donc entraîné aucune protestation.

Au moment d'appliquer la décision d'adopter le Bahasa Indonesia, le gouvernement a fait face à d'autres problèmes : (1) les faibles niveaux d'alphabétisation, (2) la pauvreté des écoles dans de nombreuses régions, (3) de mauvaises infrastructures de transport et de communication et (4) une histoire commune courte, mis à part le colonialisme néerlandais et l'occupation japonaise. Mais l'Indonésie a su surmonter tous ces obstacles. L'objectif principal d'apprendre le Bahasa Indonesia a créé une solidarité et a démontré la possibilité et l'importance de travailler vers un objectif commun.

Désigner le malais de Riau en tant que Bahasa Indonesia était essentiellement une politique gouvernementale de bilinguisme identitaire. Une identité découle du Bahasa Indonesia et l'autre de la langue maternelle de chaque individu. Aujourd'hui, le Bahasa Indonesia permet aux Indonésiens de voyager partout à travers l'archipel et de communiquer avec leurs concitoyens.

« On blâme souvent la Tanzanie pour l'échec de son expérience socialiste mais on reconnaît rarement le succès de son intégration nationale sur le continent. Le kiswahili fait partie du triomphe de cette intégration. »

Mazrui & Mazrui, *The Power of Babel: language and governance in the African experience.* (1998)

La Tanzanie. L'Indonésie n'est pas le seul pays à avoir atteint la congruence grâce au bilinguisme identitaire. La Tanzanie en a fait de même avec le kiswahili. Le préfixe « ki » est l'équivalent fonctionnel de « bahasa ». Comme le malais de Riau, le kiswahili était une langue commerciale et la première langue d'environ 10 % seulement de la population du pays.

En 1962, le kiswahili a été adopté en tant que langue nationale sans que les autres langues ne soient remplacées. Le gouvernement n'avait ni l'envie ni les ressources pour atteindre un monolinguisme territorial. En 1967, le kiswahili est devenu l'unique langue officielle du gouvernement. En 1968, il est devenu la langue d'enseignement dans les écoles primaires. En 1984, le kiswahili a été désigné comme la langue des sphères sociale et politique, ainsi que celle de l'éducation des adultes. L'anglais a été conservé, de manière pragmatique, pour les études secondaires et supérieures. En février 2015, le ministère tanzanien de l'éducation et de la formation professionnelle a annoncé que le kiswahili remplacerait l'anglais à tous les niveaux.

peut pas en dire autant pour le français, qui est aussi une grande langue internationale, ou l'allemand, qui regroupe la plus grande proportion de la population en Europe.

Le kiswahili est particulièrement important dans les villes, où les locuteurs de langues régionales se rassemblent socialement et économiquement grâce au kiswahili. La politique de rationalisation de la langue en Tanzanie, sans monolinguisme territorial, est un deuxième exemple de bilinguisme identitaire réussi.

2.3 Le bilinguisme identitaire et la légitimité de l'UE

2.3.1 Légitimité affective : faire des Européens. Comme l'a écrit le philosophe allemand Johann Fichte : « Ceux qui parlent la même langue [...] ont le pouvoir de perfectionner leur compréhension mutuelle [...] et forment par nature un tout indivisible ». Aujourd'hui, les Européens parlent la plupart du temps *au sujet* des autres. Avec le bilinguisme identitaire, ils seront en mesure de parler les uns *avec* les autres tout aussi facilement. Ils seront en mesure de voyager à travers le continent et d'interagir comme des concitoyens dans une langue commune. Voici ce que les Européens ont dit vouloir à la Commission, quand ils ont répondu à son Eurobaromètre spécial 386.

Même avant qu'une communauté européenne de communication ne soit pleinement réalisée, l'enseignement et l'apprentissage d'une langue identitaire désignée sera un objectif dominant qui augmentera la légitimité affective dans l'UE. L'expérience de Robbers Cave explique comment cela se produira.

L'expérience de Robbers Cave. Lors d'une étude majeure sur la formation des groupes et la dynamique entre les groupes, vingt-deux garçons ont été recrutés pour passer trois semaines dans un camp d'été. Derrière les apparences d'un d'été oisif, une expérimentation contrôlée d'anthropologie sociale a été menée par l'Université d'Oklahoma.

Les garçons ont été divisés en deux groupes. Les groupes sont arrivés séparément, ont été séparés et n'avaient pas conscience de l'existence de l'autre. Durant la première semaine, chaque groupe a entrepris des activités conçues pour créer une identité de groupe et favoriser la cohésion du groupe. Ils ont vécu dans un dortoir commun, ont choisi des noms de groupe (Eagles et Rattlers) et des chemises qui portaient leur nom.

Durant la deuxième semaine, les groupes ont été présentés et ont participé à diverses compétitions. Comme prévu, la compétition a augmenté la cohésion de chaque groupe et a engendré un certain degré d'antipathie envers les « autres ». Au terme de la deuxième semaine, les garçons ont parfois adopté des comportements qui ont requis l'intervention du personnel d'encadrement. Il était facile de créer de l'hostilité.

Durant la troisième semaine, les groupes ont été fusionnés et des situations ont été imaginées de manière à ce que les garçons doivent collaborer ou arriver à un compromis pour atteindre un résultat recherché. Au terme de cette dernière semaine, les groupes initiaux avaient perdu presque toute leur importance et une camaraderie générale avait émergé. Le fait de travailler ensemble pour atteindre des « objectifs supérieurs » avait remplacé la suspicion et l'hostilité par la solidarité et la communauté.

2.3.2 La légitimité du résultat et la crise de l'euro. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été créée en 1951 comme un projet de paix, et non comme un projet économique. Comme indiqué dans la Déclaration Schuman le 9 mai 1950, la logique voulait que la production industrielle commune

« mette en évidence que toute guerre entre la France et l'Allemagne serait non seulement impensable, mais également matériellement impossible ».

L'étape suivante a été le Plan de Pléven, une tentative d'établir une Communauté européenne de la défense. Elle était considérée comme l'alternative à l'inclusion de l'Allemagne de l'Ouest au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Mais la véritable menace n'était pas une Allemagne divisée, sinon les forces combinées des pays de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. Une Europe convalescente avait besoin de l'OTAN pour faire face à cette menace. L'Allemagne de l'Ouest a rejoint l'OTAN en mai 1955. Le Plan de Pléven a été abandonné et la CECA a perdu sa raison d'être.

Lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Messine (Italie), en juin 1955, les six pays de la CECA ont reconceptualisé l'intégration européenne comme un projet économique ; en commençant par une union douanière. Cela a conduit au traité de Rome en 1957 et à la création de la Communauté économique européenne (CEE).

La légitimité du résultat, mesurée par la croissance économique, serait la base de la légitimité de l'intégration européenne. Les premières décennies après la formation de la CEE ont vu la prospérité augmenter considérablement. Que la prospérité ait bien été due à la CEE ou qu'elle s'explique par d'autres facteurs d'après-guerre, la CEE a bénéficié de ce qui est désormais connu sous le nom de « consensus permissif ». Le consensus permissif a atteint son apogée avec la signature du Traité de Maastricht de 1992 (Traité sur l'Union européenne), qui a donné lieu à la création de l'Union européenne (UE) et a conduit à la monnaie européenne (euro).

Même si la légitimité des résultats de la prospérité européenne était suffisante pour légitimer la CEE, le Traité de Maastricht requérait implicitement une intégration politique substantielle. La création de l'Euro était non seulement un engagement économique, mais elle était également un engagement politique. Une monnaie commune signifiait une politique macroéconomique commune et requérait une convergence fiscale. Le remplacement d'un projet d'intégration économique par un projet qui nécessitait une intégration politique importante a été largement ignoré à l'époque.

Le consensus permissif n'a pas duré. Avec le recul, il ne pouvait clairement pas en être autrement. D'une façon plutôt expérimentale, certains dirigeants clairvoyants ont reconnu la nécessité d'une union politique explicite et rédigé une Constitution européenne de base. Durant l'été 2005, les électeurs français et néerlandais ont rejeté la Constitution européenne proposée, dans une large mesure en raison du fait que les conséquences de la dimension politique de l'UE sur les États-nations devenaient de plus en plus évidentes. Trois ans plus tard, les implications politiques d'une monnaie commune sont devenues très claires, à la suite de la crise de l'euro.

Beaucoup d'excellents livres ont analysé la crise de l'euro. En un mot, l'euro allait à l'encontre de l'« impossible trinité », ou « trilemme », décrite par l'économiste et prix Nobel Robert Mundell au début des années 1960. Le trilemme considère qu'il est impossible pour un pays d'avoir simultanément un taux de

change fixe, une libre circulation des capitaux et une politique monétaire indépendante. Les États membres de la zone Euro avaient renoncé à leurs politiques monétaires indépendantes. La Grèce, en particulier, était prise dans le trilemme. Avec la crise de l'euro, la légitimité des résultats de la période de consensus permissif a été inversée ; elle s'est traduite par le coût élevé d'un départ, et non par les avantages économiques de l'adhésion, qui conservait la zone Euro unie.

Comment le bilinguisme identitaire améliorera-t-il la légitimité des résultats de l'UE ? De deux façons. Premièrement, en améliorant la performance économique de l'UE. Les avantages économiques de l'intégration sont significativement liés à la rationalisation linguistique.

En février 2009, l'European Economic Review a publié une étude de Jan et Janko Fidrmuc portant sur l'impact économique de l'anglais en tant que *lingua franca* sur le commerce au sein de l'Union européenne.¹⁸ Après avoir analysé les échanges commerciaux entre les pays de l'UE, ils ont tiré les conclusions suivantes :

- (1) Les avantages d'une langue commune équivalent aux avantages d'une monnaie commune.
- (2) La prévalence d'une *lingua franca* dans l'UE (l'anglais) a fait augmenter les échanges commerciaux de 30 % et constitue le principal moteur du commerce international en Europe occidentale.
- (3) Si les pays de l'UE augmentaient leur maîtrise de l'anglais de 10 %, les échanges commerciaux entre eux augmenteraient de 14 %.
- (4) Si les autres pays de l'UE pouvaient égaler le succès des Pays-Bas dans l'apprentissage de l'anglais (plus de 50 %), ceci ferait augmenter les échanges commerciaux au sein de l'UE de 70 %.
- (5) Dans les nouveaux États membres et les pays candidats, l'impact de la maîtrise de l'anglais sur les relations commerciales est encore plus important. Les échanges commerciaux sont 74 % plus élevés qu'ils ne le seraient sans leur capacité actuelle en anglais.
- (6) Bien que les individus puissent bénéficier de l'apprentissage de n'importe quelle langue, les nations ne trouvent un avantage qu'en augmentant le nombre de locuteurs d'une *lingua franca*.

Deuxièmement, et plus essentiellement, le bilinguisme identitaire sera utile car l'intégration politique n'a toujours pas eu lieu dans la mesure nécessaire pour que la monnaie commune soit un succès. La congruence entre une communauté de communication et les institutions de gouvernance sera nécessaire afin d'exercer démocratiquement tout pouvoir politique transféré à l'UE. Ce point sera discuté plus loin dans la section sur la légitimité des processus.

2.3.3 La légitimité des valeurs et le problème de l'exécution. Les valeurs de l'UE sont incarnées dans les critères d'adhésion. Elles peuvent être résumées comme étant le respect complet des droits de l'Homme,

¹⁸ Sur le plan mondial, Panjak Ghemawat, Professeur de Stratégie mondiale à l'école de commerce IESE (Espagne) a calculé qu'une langue commune faisait augmenter les échanges commerciaux de 42 %.

l'État de droit et le strict respect de normes élevées en matière de processus démocratique. (Le dernier de ces principes est abordé dans la section sur la légitimité des processus.)

La légitimité des valeurs est une force importante de l'UE, mais elle provient de la légitimité (économique) de ses résultats. Les avantages économiques de l'adhésion étaient la motivation qui incitait les membres potentiels à améliorer leurs dossiers sur les droits de l'Homme et l'État de droit. Un certain recul post-admission a été constaté.

Les problèmes d'exécution ont commencé lorsque le Parti de la liberté (FPO) de droite a rejoint un gouvernement de coalition en Autriche. Les principaux partis politiques de l'UE ont réagi de façon excessive et, en février 2000, ont imposé des sanctions ; en dépit de l'absence de toute violation réelle des droits de l'Homme, de l'État de droit ou des normes démocratiques. Les sanctions se sont retournées contre eux, ce qui a rendu la FPO plus populaire en Autriche et y a encouragé le sentiment anti-UE. Après avoir constaté leur erreur, ils ont rapidement retiré les sanctions.

En 2015, les relations entre Bruxelles et la Pologne ont été rompues en raison du fait que le nouveau parti Droit et Justice (PiS) nouvellement élu n'a pas accepté cinq juges constitutionnels choisis par le gouvernement sortant. En décembre 2016, en vertu des dispositions de l'Art. 7, la Pologne s'est vu accorder un délai de deux mois pour répondre à une liste de recommandations de Bruxelles. Au moment de la rédaction de ce document, une réponse satisfaisante était jugée peu probable.

Après deux avertissements, une majorité qualifiée du Conseil peut révoquer les privilèges de vote de la Pologne. Si la situation atteint ce stade, la Hongrie se ralliera à la Pologne. Ce pays a des problèmes similaires pour adhérer aux meilleures pratiques. Les deux autres membres du groupe V4, la République tchèque et la Slovaquie, sont également susceptibles de soutenir la Pologne.

La sagesse populaire voudrait que l'Union européenne ne prenne pas de mesure d'exclusion en raison de circonstances politiques. Celles-ci comprennent le risque d'encourager les mouvements populistes avant plusieurs élections importantes et la nécessité d'éviter d'aliéner le bord oriental de l'UE tandis que la Russie crée des troubles en Ukraine. Une proposition belge visant à examiner périodiquement tous les États membres constitue un moyen possible de reporter la prise de décision.

Le temps le dira, mais la lumière autrefois brillante de la légitimité des valeurs au sein de l'UE est légèrement affaiblie pour le moment. En augmentant le contact entre les citoyens, le bilinguisme identitaire augmenterait le soutien du peuple aux valeurs européennes, dans l'éventualité où un gouvernement viendrait à régresser.

2.3.4 La légitimité des processus et le déficit démocratique. La légitimité démocratique, la forme la plus nouvelle de légitimité, est un type particulier de légitimité des valeurs. Elle distingue la fin des moyens. En mettant l'accent sur les processus, elle permet une action collective de communautés plus hétérogènes. La seule contrainte à l'action collective fondée sur la légitimité démocratique est qu'il doit y avoir une communauté de communication qui soit en harmonie avec les institutions de gouvernance. Il ne suffit pas de

parler des autres ; dans une démocratie, les citoyens doivent être en mesure de communiquer entre eux. La démocratie est le don de l'Europe de la légitimité des processus. Elle a abouti à la création d'une citoyenneté largement émancipée et est devenue l'idéal de la gouvernance mondiale.

L'expression « déficit démocratique » a été utilisée la première fois en référence à la CEE dans les années 1970, en raison du transfert du pouvoir des législatures des États-nations au Conseil intergouvernemental. Cela a conduit à l'élection directe du Parlement européen en 1979. Toutefois, les autres institutions de l'UE font preuve d'une attitude ambivalente à l'égard du Parlement qui l'empêche de fonctionner de la même manière qu'une législature d'État-nation. Une organisation partiellement intergouvernementale et linguistiquement diversifiée telle que l'UE souffrira d'un déficit démocratique par rapport à ses États-nations membres, qui ont l'avantage de la congruence entre un demos linguistiquement cohérent et une organisation politique moins éloignée.

Mais l'UE ne se montre pas à la hauteur des circonstances. Par exemple, le Parlement européen n'a pas l'initiative législative. Mais le Parlement est problématique pour d'autres raisons également. Son processus législatif est radicalement différent du processus législatif des États-nations membres, et presque aucun Européen ne comprend comment il fonctionne. En conséquence, la participation des électeurs aux élections au Parlement européen a diminué lors de chacune des sept élections tenues depuis 1979.

Il existe cependant un déficit démocratique beaucoup plus important qui n'est pas imputable aux institutions intergouvernementales ni au Parlement étrange et déroutant. Le gros problème est qu'il n'y a pas de demos européen. Examinons la définition de la démocratie donnée par Abraham Lincoln lors du discours de Gettysburg : « un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Les Européens ne sont pas « un peuple ».

La règle de la majorité n'a de sens que s'il s'agit de la majorité d'une communauté qui se reconnaît comme telle (demos) et qui est en harmonie avec les institutions de gouvernance (organisation politique). Entre les élections, seule une langue commune ayant une fonction identitaire permettra d'établir le dialogue continu qui constitue la condition préalable à une démocratie véritable. Lors des élections, l'expérience d'être mis en minorité par des « autres » est vécue comme tyrannique, et non pas démocratique. Une langue commune réduit le risque de se sentir gouverné par les autres - un sentiment qui se trouve au cœur de la crise de légitimité de l'UE.

2.3.5 Dix raisons d'adopter le bilinguisme identitaire. Des crises multiples dans l'UE ont provoqué la réaction « se battre ou s'enfuir ». Les Européens fuiront-ils vers la familiarité confortable du modèle de l'État-nation monolingue ou se battront-ils pour surmonter les défis et profiter les avantages associés à l'action collective régionale ? Il est trop tôt pour le savoir, mais « se battre ou s'enfuir » est la question fondamentale à laquelle l'UE est confrontée. Battons-nous.

1. Le bilinguisme identitaire est ce que veulent les Européens. Plus des deux tiers (69 %) des Européens disent que tous les Européens devraient être en mesure de parler une seule langue. Lorsque ce que les gens veulent est également bon pour eux, il n'y a aucune raison de ne pas agir. Le bilinguisme identitaire préserve l'écosystème linguistique existant tout en donnant aux Européens la communauté de communication qu'ils veulent et dont ils ont besoin.

2. Le bilinguisme identitaire peut augmenter la légitimité démocratique. Comme mentionné précédemment, par rapport aux États-nations, l'UE souffre d'un déficit démocratique en deux parties : (1) un déficit institutionnel (déficit de l'organisation politique) et un déficit communautaire (déficit de demos). Le bilinguisme identitaire aborde directement le deuxième problème et, par la même occasion, propose des options pour résoudre le premier.

3. Le bilinguisme identitaire augmentera les échanges commerciaux entre les États membres. Comme mentionné précédemment, l'augmentation du recours à l'anglais fera augmenter les échanges commerciaux entre les États membres de l'Union européenne.

4. Le bilinguisme identitaire fera augmenter les services transfrontaliers. Il est relativement facile d'échanger des biens entre des communautés linguistiques. Il est beaucoup plus difficile de franchir les frontières linguistiques dans le secteur des services. Le bilinguisme identitaire supprimera la frontière linguistique. Et cela ne sera pas seulement applicable aux frontières européennes. Le commerce mondial des services va augmenter avec la mise en œuvre du bilinguisme identitaire dans la *lingua franca* mondiale.

5. Le bilinguisme identitaire augmentera l'emploi parmi la jeunesse européenne. Les effets de la crise de l'euro ont eu des répercussions disproportionnées sur les jeunes citoyens. Alors que le chômage a augmenté pour tout le monde, le taux de chômage des jeunes citoyens a souvent doublé ou a presque doublé le taux global. Les jeunes acquièrent des compétences linguistiques plus facilement, de sorte que les avantages économiques qui découlent de l'adoption d'une politique de bilinguisme identitaire permettront de réduire le risque d'une « génération perdue ».

6. Le bilinguisme identitaire renforcera immédiatement la solidarité. Apprendre une langue identitaire européenne sera un objectif supérieur qui rassemblera les Européens. La légitimité commencera à augmenter dès l'adoption de l'objectif supérieur. Telle est la leçon de l'expérience de Robbers Cave.

7. Le bilinguisme identitaire contribuera à réduire la dépendance envers les États-Unis. Lorsque le président Donald Trump a déclaré que l'OTAN était « obsolète », il a causé une grande inquiétude en Europe, mais aucune action visible. La plupart des membres de l'OTAN ont constamment manqué à leurs obligations en tant que membres de l'OTAN.¹⁹ Pendant plus d'une décennie, plusieurs Secrétaires à la défense des États-Unis ont soulevé cette question, sans aucun effet. Le 15 février 2017, le nouveau Secrétaire à la Défense, Jim

¹⁹ La Grande-Bretagne, la Pologne, l'Estonie et la Grèce ont respecté leur engagement de verser 2 % de leur PIB. L'Allemagne y consacre 1,2 % de son PIB. D'autres y consacrent seulement 1 %.

Mattis, a ajouté un nouvel élément à cette vieille plainte - la possibilité d'une réduction du soutien à l'OTAN. Dans un discours aux alliés de l'OTAN, il a déclaré : « Je me dois de vous donner des éclaircissements sur la réalité politique Si vos nations ne veulent pas voir l'Amérique modérer son engagement envers l'alliance, chacune de vos capitales doit montrer son soutien à notre défense commune... ».

Le manque actuel vis-à-vis de leurs engagements atteint 100 milliards de dollars. Tandis que le président Trump a été très polarisant sur la plupart des questions, sa critique du soutien européen envers l'OTAN est populaire à droite, où la préoccupation au regard du refus européen de payer une « juste part » est forte, et à gauche, où les dépenses dans le domaine de la défense des États-Unis (3,6 % du PIB) sont considérées comme excessives. Cela pourrait facilement mal finir pour l'OTAN.

Ce que l'on appelle la création d'un pilier de l'UE à l'OTAN est l'une des rares idées qui reçoivent une attention sérieuse. Pour ce faire, les membres européens de l'OTAN devront établir un usage beaucoup plus efficace et efficient de leurs budgets militaires. Une plus grande intégration des forces militaires sera nécessaire. La simple augmentation de sommes dépensées peu efficacement n'est pas prudente.

À quoi ressemblerait un pilier de l'UE au sein de l'OTAN ou de toute autre forme de coordination européenne ? Pour être efficace, le pilier ressemblerait beaucoup aux forces armées bilingues de Belgique. Malgré les différences politiques entre Flamands et Wallons, l'armée belge a fait un bon travail d'intégration. Quelque chose de très similaire serait possible pour le pilier européen, une fois que l'UE aura adopté un bilinguisme identitaire politique.

En Belgique, lors de la conscription, la langue de préférence du soldat correspond en principe à celle de sa communauté d'origine, sauf indication contraire. La formation de base est dispensée dans cette langue et les soldats servent dans des unités monolingues. Les ordres et les commandements sont exprimés dans la langue du soldat. Les sous-officiers et les officiers sont tenus de parler couramment le français ou le néerlandais et d'avoir une bonne connaissance de l'autre langue. La maîtrise du français et du néerlandais est nécessaire pour les capitaines, commandants et généraux.

Le pourcentage d'officiers qui sont des locuteurs natifs correspond maintenant à la communauté, avec 40 % de francophones natifs et 60 % de néerlandophones natifs. Le bilinguisme a été accompli sans affecter l'état de préparation indispensable des troupes. Si les officiers wallons peuvent apprendre le néerlandais et les officiers flamands peuvent apprendre le français, les officiers du pilier européen peuvent apprendre l'anglais. Un corps d'officiers européen linguistiquement cohérent offrira une meilleure valeur au regard des dépenses encourues.

8. Le bilinguisme identitaire, modelé sur une Union Européenne réussie, facilitera le traitement des problèmes mondiaux. Le monde a besoin de collectivités plus importantes, pas seulement de ponts. Dans la mesure où les près de 200 États-nations du monde peuvent se rassembler en un plus petit nombre de pouvoirs régionaux tels que l'Union européenne au lieu de 28 États-nations européens, les problèmes mondiaux seront plus faciles à aborder. Les citoyens des pays plus petits, qui sont aujourd'hui souvent

ignorés, auront une voix dans les affaires mondiales. Peut-être suis-je trop optimiste, mais le fait qu'autant d'États tentent de renforcer leur cohérence régionale donne à penser que je ne suis pas le seul à y croire. L'UE est le concepteur de la gouvernance régionale, tout comme l'Europe a conçu et mis au point le modèle de l'État-nation auparavant.

9. Le bilinguisme identitaire contribuera à sauver les petites langues et à augmenter l'accès à la diversité. Le bilinguisme identitaire peut être adopté pour améliorer la gouvernance, mais il fera plus que cela. La 16e édition de l'Ethnologue énumère 234 langues en Europe. Avec le bilinguisme identitaire, les petites communautés linguistiques auront accès au discours global et, réciproquement, tout le monde aura un meilleur accès à leurs idées. L'amélioration de l'accès ne requerra pas de changement de langue, car le bilinguisme protégera les petites communautés linguistiques des pressions qui provoqueraient un tel changement.

Dans un essai de 1964, « The African Writer and the English Language », Chinua Achebe a expliqué la raison pour laquelle il écrit en anglais : il s'agit d'une langue suffisamment souple pour lui permettre d'exprimer son expérience africaine et qui lui donne accès à un public beaucoup plus vaste que toute langue africaine. Il s'est souvenu avoir lu *Gabriella* de Jorge Amado dans une traduction anglaise. Cela lui a donné un aperçu « de la passionnante culture afro-latine qui fait la fierté du Brésil et qui est tout à fait unique ». Il a remarqué qu'il y avait des centaines d'autres écrivains brésiliens, mais que « la grande majorité sera fermée au reste du monde pour toujours, et cela comprend, sans aucun doute, les œuvres de certains auteurs excellents ». On peut dire la même chose de la plupart des communautés linguistiques. *Quiconque a lu M. Achebe en anglais est reconnaissant de son bilinguisme.* Le bilinguisme identitaire, en utilisant une langue plus large, peut augmenter le public des écrivains de toutes les communautés linguistiques et bénéficiera à la fois aux auteurs et à leur nouveau public.

10. Le bilinguisme identitaire contribuera à faire de l'Europe un leader mondial encore plus important. Les plus grands États-nations, que ce soit en termes de population ou d'étendue géographique et de ressources, ont un avantage sur les plus petits. Pour contrer cet avantage, la gouvernance régionale est la solution évidente. L'Union africaine, la Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes ainsi que d'autres organisations régionales laissent l'UE leur ouvrir la voie. Être le premier acteur, au moins potentiellement, fournira de nombreuses occasions à l'UE de développer des relations de coopération avec d'autres régions dans la réalisation de l'objectif commun d'équilibrer les pouvoirs des plus grands États-nations : les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Inde.

« À mesure que l'homme avance dans la civilisation, et que les petites tribus se rassemblent sous la forme de grandes collectivités, la simple raison inviterait tous les individus à étendre leurs instincts sociaux et leur sympathie à l'égard de tous les membres d'une même nation, bien qu'ils leurs soient personnellement inconnus. Ce point une fois atteint, la frontière sera très fine pour qu'ils étendent leur sympathie à tous les hommes de toutes les nations et de toutes les races. »

Charles Darwin, *La filiation de l'homme* (1871)

Troisième partie

Mise en œuvre : À quoi ressemblera le bilinguisme identitaire européen

Lorsque j'examine la mise en œuvre du bilinguisme identitaire, je pense au Luxembourg et au rôle de son système scolaire. Le bilinguisme sera considérablement plus facile que le trilinguisme, mais le modèle luxembourgeois est utile. Mais d'abord, il est important de tenir compte des exigences minimales pour l'adoption du bilinguisme identitaire.

3.1 Le minimum nécessaire : pas dur, pas cher

L'UE a un objectif ambitieux de trilinguisme pour ses citoyens. Le seul changement *essentiel* requis pour l'adoption d'une politique de bilinguisme identitaire est de préciser que l'une des trois langues *devrait* (et non pas doit) être l'anglais. Cet acte simple serait d'une importance immédiate. Il s'agirait d'un objectif supérieur pour les europhiles. Une grande partie des 69 % d'Européens qui soutiennent le bilinguisme identitaire réagirait en adoptant des mesures concrètes pour améliorer leur maîtrise de l'anglais.

Deux autres mesures *devraient* également être envisagées dans le cadre de l'engagement initial. Celles-ci impliquent directement les institutions de l'UE : (1) la désignation de l'anglais comme « langue relais principale » et (2) la désignation de la version de documents en langue anglaise pivot comme la principale référence pour déterminer l'intention du législateur.

L'anglais comme langue relais principale. Donner à l'anglais le statut de langue relais principale signifierait que les traductions seraient généralement réalisées vers l'anglais d'abord, puis traduites vers les 23 langues officielles de l'UE (post Brexit). Cela est dans une large mesure déjà le cas, car le processus est très efficace. Cela ne changerait que très peu la pratique actuelle, de sorte que ce ne serait ni difficile ni coûteux.

Recours à la langue relais principale comme texte de référence pour établir l'intention du législateur. La désignation de la version en langue anglaise relais comme étant la principale source de l'intention du législateur réduirait les ambiguïtés qui sont actuellement à la base de nombreux conflits, ce qui faciliterait grandement la tâche des tribunaux et cours. Les traductions peuvent rarement être faites « mot pour mot » même dans des langues étroitement liées. Vingt-quatre versions originales de chaque document rendent très difficile d'établir l'intention du législateur. Tout le monde bénéficierait de la réduction des désaccords et litiges fondés sur des désaccords sémantiques.

Au-delà de ces trois mesures peu coûteuses (mais importantes), la mise en œuvre d'une politique de bilinguisme identitaire serait fonction des priorités budgétaires globales. Au fur et à mesure du déblocage de fonds au soutien de cette politique, le bilinguisme identitaire permettrait d'accélérer la tendance actuelle vers une plus grande maîtrise de l'anglais.

3.2 Financement de la formation des enseignants et de l'étude de l'anglais

Alors que les budgets de l'UE sont préparés, les programmes qui ont soutenu la politique de bilinguisme identitaire peuvent être facilement identifiés, mais seront toujours en concurrence avec d'autres programmes pour les fonds disponibles. Il y aura un besoin accru de professeurs d'anglais. En allouant des fonds de formation et des fonds de placement des enseignants, il sera possible d'équilibrer les avantages entre les pays d'origine des enseignants et les pays bénéficiaires des enseignants. Cela contribuera à réduire le chômage chez les jeunes Européens qui choisiraient de se former comme professeurs d'anglais, et à amener tous les pays de l'UE à un niveau commun de compétence en langue anglaise. L'échange culturel qui se produira dans le cadre de ce processus permettra d'accroître l'intégration et la solidarité européenne.

Peut-être un financement supplémentaire commencera-t-il avec une classe de maternelle avant de s'élargir au fur et à mesure que ce groupe montera de classe. Lorsque la première classe sera diplômée du secondaire, vers 2030, l'Europe aura sa première classe de bilingues identitaires. Le groupe bilingue grandira avec chaque classe qui suit. Lorsque les diplômés deviendront parents, leurs enfants seront élevés comme des natifs d'un bilinguisme identitaire européen.

3.3 Chaque résultat possible est positif

Une augmentation de l'utilisation de l'anglais se fera avec ou sans une politique de bilinguisme identitaire, en raison des quatre avantages structurels que présentent les externalités de réseau de l'anglais, la dépendance au chemin emprunté, l'apprentissage de la sensibilité statistique et le désir de communication maximin. L'adoption d'une politique de bilinguisme identitaire permettra d'accélérer le processus, tout en abritant la totalité des 254 langues de l'Europe et en accroissant l'uniformité dans le niveau d'acquisition.

Attendre qu'un processus plus progressif se déroule ne fera que retarder et éventuellement entraver la création d'une communauté européenne de la communication. La légitimité que seule la congruence peut conférer est un avantage qui devrait être atteint le plus tôt possible. Comme indiqué précédemment, la désignation du bilinguisme identitaire comme un objectif supérieur aura un impact positif immédiat.

Indépendamment du fait que l'avenir de l'UE soit davantage supranational ou davantage intergouvernemental, le bilinguisme identitaire va créer une identité européenne qui complètera l'identité de l'État-nation de l'individu. Le bilinguisme identitaire ne dictera pas l'avenir, mais il élargira les possibilités. Une augmentation de la légitimité sera la bienvenue par tous les Européens, sauf pour ceux qui souhaitent un échec complet de l'UE. Il est indéniable que le soutien de 69 % de la population, résultant de l'Eurobaromètre 386, montre que la plupart des citoyens de l'Europe sont prêts.

Je suis convaincu que cet essai peut être amélioré. N'hésitez pas à me faire partager vos suggestions à cet effet.

russellblair2@gmail.com

pour télécharger des copies, visitez mon site Web à l'adresse :

<http://www.identitybilingualism.com>